

# Contributions de l'École Émancipée aux débats du thème 1 du congrès FSU 2025

## Table des matières

Contre le tri social à l'école.....	1
École : un combat pour l'égalité et la justice sociale !.....	2
Pour un lycée commun et émancipateur.....	2
Partie IV.3 - Contre la dépossession du métier, pour la transformation de l'école et de la société, pousser les feux de la synthèse sur la formation des enseignant·es !.....	3

## Contre le tri social à l'école

« Le taux de réussite au brevet et sans doute au bac diminuera dans les années à venir. J'en ai conscience et je l'assume. » Avec ces mots Gabriel Attal rend explicite l'abandon du consensus établi entre 1945 et la fin des années 90 ayant conduit à une augmentation générale du niveau scolaire.

Le choc des savoirs vient parachever le projet d'un enseignement ségrégué donc inégalitaire de la maternelle au supérieur. Ces nouvelles pièces du puzzle inégalitaire s'agencent avec les mesures prises depuis 2017 : Parcoursup et la loi « orientation et réussite des étudiants » (ORE), réforme du lycée et de la voie professionnelle accentuant le tri des élèves et ségréguant les acquis scolaires, attaques du premier degré et du collège, ... Tandis que le privé participe d'un séparatisme scolaire particulièrement utilisé par les plus riches.

Le recours au redoublement et aux groupes de niveau – dont la recherche a montré qu'ils augmentaient les inégalités scolaires et le caractère socialement déterminé des destins scolaires – et la promotion de compétences de bas niveau ou réécriture des programmes d'EMC (qui en renforce le caractère normatif et autoritaire) ne sont pas que des gages donnés aux franges les plus réactionnaires de la société. D'un côté, un parcours scolaire restreint, qui prépare une sortie précoce de l'école pour une employabilité à moindre coût, de l'autre, des cursus permettant d'accéder à l'ensemble des savoirs garantissant la pérennité de l'accès aux places dominantes dans la société. La lutte des classes a bien lieu en classe, et les gouvernements de Macron font des pratiques enseignantes le champ de cette bataille.

C'est aussi à un changement radical de l'activité enseignante qu'il faut s'attendre, dans toutes les disciplines de la maternelle au lycée : pilotées par les évaluations nationales, la refonte des programmes, les manuels labellisés, la réforme de la formation initiale, les redoublements, l'inclusion sans moyens, les pratiques enseignantes seront de plus en plus normées au bénéfice des un·es et aux détriments des élèves des classes populaires.

La question des pratiques enseignantes est centrale, Blanquer et Attal en faisant le champ de batailles où s'affrontent deux conceptions antagonistes de l'école, l'une visant la ségrégation des savoirs et l'imposition de comportements normés, l'autre ne lâchant pas l'objectif d'une école émancipatrice et démocratisante, offrant à toutes, et particulièrement celles issues des classes populaires, les savoirs nécessaires pour penser le monde et le transformer.

Mary David, Adrien Martinez, Marc Rollin, Céline Sierra, école émancipée

---

## **École : un combat pour l'égalité et la justice sociale !**

La question de la démocratisation scolaire, de la maternelle à l'université, doit devenir LE sujet syndical fédéral des années à venir. Nous, syndicalistes et/ou éducateurs/trices, revendiquons déjà que l'éducation ne soit jamais conditionnée par l'origine sociale, le statut économique ou la situation géographique. C'est un enjeu de justice sociale et d'égalité. Mais, pour y parvenir vraiment, il est essentiel d'établir un plan d'action fédéral qui transcende les luttes de chaque syndicat national.

Investissements publics : Nous devons exiger une augmentation significative des budgets alloués à l'éducation publique, gratuite et laïque à tous les niveaux, garantissant ainsi des infrastructures de qualité et des ressources humaines suffisantes (la formation des personnels est, de ce point de vue, un enjeu fondamental), qu'il s'agisse des écoles maternelles, élémentaires, collèges, lycées, ou universités.

Mixité scolaire et sociale : La mixité doit devenir la norme à chaque échelon éducatif. Cela implique de promouvoir des politiques qui favorisent l'intégration des élèves de divers milieux socio-économiques.

Revoir l'ensemble du système scolaire : À rebours de l'abandon du cursus « commun », incarné par les groupes de niveaux au collège ou la « ségrégation » des apprentissages dans le premier degré, il faut reprendre le projet d'unification du système scolaire, ce qui passe par une refonte totale du lycée et des processus et outils d'orientation.

Réévaluation des dispositifs de formation : Certains dispositifs, comme les classes préparatoires, doivent être remis à plat pour parvenir à une véritable égalité d'accès aux formations post-bac. L'accès aux établissements supérieurs doit être facilité pour tou-te-s les bachelier-es, en supprimant notamment Parcoursup.

Les contre-réformes libérales de ces dernières années font que nous sommes arrivé-es à un tournant décisif. La démocratisation scolaire est un combat que nous devons mener collectivement et avec détermination. En unissant nos forces, en coordonnant nos actions et en sensibilisant la communauté éducative ainsi que le grand public, nous pouvons faire entendre nos revendications pour une éducation véritablement accessible à toutes et tous. C'est comme cela que nos collègues et camarades des autres pays ont récemment obtenu des victoires syndicales. À nous de penser et trouver la voie française pour y parvenir.

L'école publique n'est pas à brader ! Nationalisation des écoles privées ! Voilà pour commencer.

M. Rollin, École Émancipée

---

## **Pour un lycée commun et émancipateur**

Les réformes Blanquer n'ont fait qu'aggraver les inégalités sociales, scolaires et de genre et la mise en place de Parcoursup a accentué la hiérarchisation des voies. Désormais, de nombreuses formations du supérieur ne sont plus accessibles aux lycéen-nes de la voie technologique. Quant à la réforme du choc de savoirs qui instaure une classe prépa 2de pour les élèves n'ayant pas obtenu leur brevet, elle crée un sas d'attente pour les élèves jusqu'à leurs 16 ans, dont l'objectif à peine voilé est de les faire sortir du système scolaire.

Les voies et séries sont socialement et scolairement inégalitaires et hiérarchisées. Les voies professionnelles et technologiques ont pu apparaître à leur création comme un début de démocratisation, en permettant à des jeunes de continuer leur scolarité après le collège et d'obtenir un bac. Mais elles n'ont fait que permettre une massification qui n'a pas contribué à réduire la dimension socialement déterminée de l'orientation et du tri opéré par l'école, condamnant une partie de ces jeunes à la précarité et aux boulots mal payés.

Vouloir une démocratisation complète de l'éducation, vouloir donner le plus haut niveau de formation possible à toutes et tous (« toutes et tous capables », affirmons-nous justement) qui en fasse des citoyen·nes émancipé·es critiques, sont des objectifs de la FSU.

Cela s'accompagne bien sûr d'un projet de transformation sociale.

Le lycée « commun », « unique », « polyvalent et polytechnique » que porte l'École Émancipée relève de cet objectif. Des chercheurs/euses, notamment ceux du GRDS, pensent aussi que la démocratisation de l'éducation passe par un lycée commun.

Ce lycée commun ne se conçoit pas dans un système scolaire dans lequel une partie des élèves accumulent difficultés et lacunes au fil des années et rejettent l'école car ils s'en sentent exclu·es par leur échec.

L'idée est qu'en fin de 3eme toutes et tous les élèves pourraient continuer dans un cadre commun dans lequel elles et ils découvrirait de nouvelles disciplines, de nouveaux savoirs et savoir-faire, généraux, technologiques et professionnels, ce qui donnerait ainsi une égale dignité à tous les champs de la formation.

Ce lycée unique est un défi progressiste, comme l'a été le collège unique en son temps. Comme lui, il est et sera l'objet de critiques mais notre fédération de transformation sociale saura porter ce projet.

On ne peut pas penser un lycée alternatif qu'à l'aune de l'existant ou ce qui a existé. Osons bousculer le système !

---

Julie Schmitt et Damien Besnard, SNES-FSU, Ecole émancipée

## **Partie IV.3 - Contre la dépossession du métier, pour la transformation de l'école et de la société, pousser les feux de la synthèse sur la formation des enseignant·es !**

La litanie de réformes depuis 2009 l'a profondément dégradée, par l'évacuation des savoirs universitaires et sa mise sous tutelle de l'employeur. En parallèle, les réformes néolibérales ont rompu avec l'objectif de démocratisation partielle de la massification scolaire. La crise du recrutement est devenue systémique. Si le projet de réforme du gouvernement Attal, suspendu, prétend y répondre avec un concours en L3 suivi d'une formation en partie rémunérée, il se situe dans la veine des précédentes : assujettissement du métier à l'école du tri social, dépossession de l'expertise professionnelle et prolétarianisation des enseignant·es.

En rester à la situation actuelle, héritée de Blanquer, est délétère : les concours repoussés en fin de master éloignent encore la perspective de rémunération et d'accès au statut. Se voulant plus professionnels, ils modalisent la formation par une « expérience » accrue du terrain. Cela entrave l'appropriation des savoirs universitaires : ce que les étudiant·es apprennent avant d'être recruté·es sont des pratiques normées susceptibles d'être jugées acceptables par un jury, non des savoirs professionnels réflexifs.

Pour mobiliser les collègues et peser dans les débats, la FSU devra tenir un discours extrêmement clair, ferme et unitaire sur son caractère universitaire, réellement progressif et intégratif, le haut niveau de ses contenus qui doivent porter sur les savoirs à et pour enseigner, le non-décrochage 1er / 2nd degrés, le refus de

l'utilisation des étudiant-es comme moyens d'emploi, les épreuves de concours, voire leur position car elle pèse sur l'architecture de la formation. Les SN ayant des mandats différents sur certains points, cela nécessite de faire avancer encore le travail fédéral sur cette question de société : la transformation sociale que porte la FSU passera notamment par la démocratisation scolaire, qui ne pourra advenir sans transformation des pratiques pédagogiques, et donc de la formation initiale des enseignant-es.

Pour recruter davantage d'enseignant-es et mieux les former, l'École Émancipée défend une formation universitaire de haut niveau placée après un concours en L3, et donc rémunérée sous statut d'élève-fonctionnaire. L'ÉE sait œuvrer à la synthèse fédérale. Avançons, alors : il y a urgence désormais !

Vincent Charbonnier, Marie Haye, Justine Pibouleau, Laurence Pontzeele, École Émancipée.